

Une décision honteuse pour la Suisse

----- LETTRE OUVERTE -----

Monsieur le Président de la Confédération
Ignazio Cassis,

Nous voudrions pouvoir être fier-e-s de notre pays et de sa politique étrangère, et nous réjouir avec vous de votre année présidentielle, mais nous ne le pouvons pas.

En effet, nous avons appris avec effroi la confirmation du déménagement du Bureau de la coopération suisse (DDC) de Jérusalem-Est à Ramallah, où se trouve déjà le Bureau de représentation de la Suisse auprès de l'Autorité palestinienne. Ce qui paraîtra à la majorité de nos concitoyen-ne-s comme une simple décision administrative relevant de la rationalité économique – réunir deux bureaux exploités par le DFAE situés à une quinzaine de kilomètres l'un de l'autre – représente de fait de par ses implications l'une des pires décisions politiques de l'histoire de notre politique étrangère.

Nous nous expliquons. Le bureau de la DDC fut ouvert en 1994 à Jérusalem-Est dans foulée des Accords d'Oslo qui prévoyaient à terme la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël. A l'époque, l'Union européenne fit de même en y installant sa représentation diplomatique auprès de l'Autorité palestinienne aux côtés de plusieurs consulats plus anciens (Royaume-Uni, Belgique, Suède) sis dans la Ville sainte. Durant un quart de siècle, la DDC aura fourni, depuis son bureau de Jérusalem-Est, une aide économique et humanitaire aux Palestinien-ne-s de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi que des outils de gouvernance citoyenne (au niveau municipal) dans l'attente d'une résolution politique du conflit.

Une symbolique de tout premier plan Or voilà que l'automne dernier, les autorités israéliennes font soudainement pression sur la Suisse pour qu'elle ferme son bureau de coopération. Personne alors n'est dupe. Cette demande vise à éloigner un peu plus toute référence au peuple palestinien de la ville de Jérusalem, une ville que le parlement israélien proclama unilatéralement capitale «une et indivisible» de l'Etat d'Israël en 1980, après avoir conquis militairement la partie Est de la ville, vieille-ville incluse, en 1967.

Monsieur le Président et ministre des

Affaires étrangères, vous saviez mieux que quiconque que les tours de force de 1967 et 1980 ont été suivis d'innombrables résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies rappelant que Jérusalem est toujours à considérer comme la possible capitale partagée par deux Etats. Et vous connaissez par cœur la position officielle de la Suisse qui répertorie le «règlement global

Que la Suisse montre ainsi la voie à suivre pour parfaire le nettoyage ethnique à petit feu du peuple palestinien sur ses propres terres est affligeant

négocié du statut final de Jérusalem» comme un des critères principaux pour la résolution du conflit israélo-palestinien. En clair: la ville de Jérusalem revêt une symbolique de tout premier plan, et dans ce contexte, il n'est pas envisageable qu'elle appartienne à un camp plus qu'à l'autre.

Mais ces considérations vous ont peu importé. Vous avez cédé. Sans attendre de futures «négociations» (pour lesquelles des conditions-cadres valables doivent être réunies), vous avez courbé l'échine pour satisfaire l'agenda politique du rouleau compresseur israélien expansionniste, acceptant de fait le rapport de force commandé par les gouvernements israéliens successifs. Les raisons qui vous y ont poussé vous appartiennent – elles mériteraient d'être débattues publiquement. Quoi qu'il en soit, l'heure est très grave. Alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour demander qu'au-delà de déclarations sans conséquences, les gouvernements

occidentaux imaginent des actes concrets pour stopper le gouvernement israélien dans son projet d'annexion graduelle des Territoires palestiniens, vous avez décidé de rompre avec le mutisme coupable qui caractérise trop souvent le DFAE et de passer à l'action, mais pour... conforter le camp de l'ultranationaliste israélien au détriment de ce qu'il reste de présence palestinienne à Jérusalem-Est! C'est le monde à l'envers.

Ecrire au président

Le déménagement du bureau de coopération suisse à Ramallah doit se comprendre dans le contexte plus large des évictions de familles palestiniennes des quartiers de Sheikh Jarrah, At-Tur, Silwan et autres. Que la Suisse montre ainsi la voie à suivre pour parfaire le nettoyage ethnique à petit feu du peuple palestinien sur ses propres terres est affligeant. Dans ces circonstances, votre année présidentielle commence très mal. Et il y a de quoi avoir honte pour notre pays. Nous invitons ici tou-te-s nos concitoyen-ne-s choqué-e-s à vous écrire personnellement pour vous dire leur profond dégoût. Nous voulons réaffirmer ici clairement qu'une paix durable au Proche-Orient n'est envisageable qu'en prenant en considération les aspirations légitimes des Israélien-ne-s comme des Palestinien-ne-s à vivre, ensemble, dans le respect de leur droit à exister. ■

SIGNATAIRES:

Berner Mahnwache für einen gerechten Frieden in Israel/Palästina
Café Palestine Zurich
Cercle Martin Buber
Collectif Action Palestine Neuchâtel
Collectif Urgence Palestine Genève
Frauen für den Frieden Schweiz
Gerechtigkeit und Frieden in Palästina GFP
Ina outra senda – Swiss Friends of Combatants for Peace
Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina
Kairos Palästina
Kampagne Olivenöl Palästina
Mahnwache Zürich
Medico International Schweiz – CSS Zurich
Palästina-Solidarität Region Basel
Parrainages d'enfants de Palestine
Terra Sancta Tours
Urgence Palestine Nyon, La Côte